

Bulletin d'histoire politique

Le journaliste: précurseur de l'historien?

Pierre Vennat



Volume 7, numéro 3, printemps 1999

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1060365ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1060365ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Bulletin d'histoire politique
Comeau & Nadeau Éditeurs

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Vennat, P. (1999). Le journaliste: précurseur de l'historien? *Bulletin d'histoire politique*, 7(3), 173–176. <https://doi.org/10.7202/1060365ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 1999

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Le journaliste: précurseur de l'historien?



Pierre Vennat
journaliste à *La Presse*

Je suis journaliste, pas historien. Du moins pas au sens où les professionnels l'entendent, c'est-à-dire quelqu'un qui a à tout le moins une maîtrise, et si possible un doctorat universitaire en cette discipline.

L'histoire pourtant m'a toujours intéressé. Même qu'au cours de mes études universitaires en sciences humaines, j'ai suivi quelques cours d'histoire dispensés par des historiens dont la compétence et la notoriété ne faisaient aucun doute: Fernand Ouellette et Elzéar Lavoie à l'Université Laval, et Alfred Dubuc à l'Université de Montréal.

Depuis mes débuts dans le journalisme professionnel, en 1959, jusqu'au début des années 90, je me contentais toutefois d'être un journaliste «qui écrit l'histoire au jour le jour», comme nous aimons à le dire dans la profession, slogan d'ailleurs emprunté par le réseau d'information continue de Radio-Canada, RDI.

Or voici que je viens de lire avec intérêt *Who killed Canadian history?* de J. L. Granatstein. Je laisse à d'autres le soin de commenter les jugements qu'il porte sur ses confrères historiens ou son obsession de vouloir développer une histoire «nationale» unique qui servirait à forger l'unité canadienne.

Non, ce qui m'a frappé, c'est cette remarque, émise comme s'il fallait absolument le déplorer: «History has increasingly been left to journalists to write». Un peu comme si les journalistes avaient pris la place des historiens. Un peu plus, on nous traiterait d'usurpateurs.

Cette remarque n'est pas nouvelle. Benoît Lacroix et Stéphane Stapinsky, dans l'éditorial du numéro d'hiver 1995 des *Cahiers d'histoire du Québec au XX^e siècle* y allaient d'une mise en garde: «Aujourd'hui, les diffuseurs d'histoire traditionnels (enseignement, ouvrages savants) sont souvent éclipsés par les diffuseurs non traditionnels (littérature de masse, cinéma, télévision, etc.) S'il ne faut pas assurément, succomber à la fascination ambiante, il ne faut pas non plus céder au mépris condescendant de l'aristocrate de l'esprit».

Granatstein, lui, constate qu'au Canada anglais, des journalistes comme Pierre Berton, Peter Newman et quelques autres ont viré historiens et que leurs ouvrages de vulgarisation sont davantage lus que ceux d'universitaires plus chevronnés. Il déplore d'ailleurs que les universitaires aient tendance à

ne pas considérer ces ouvrages comme valables, parce que leurs auteurs négligent d'employer la méthode scientifique, c'est-à-dire les petites notes au bas des pages ou à la fin des chapitres, avec les références, etc.

Et Granatstein de conclure: «I continue to believe that the nation's history is too important to be left only to journalists. The writing of first-class history about the national experience is something with which Canadian professional historians ought to be concerned».

Bref, dit-il, l'histoire est trop sérieuse pour être laissée uniquement aux soins des journalistes. Il conviendrait donc que les historiens professionnels, bref les universitaires, publient davantage de volumes sur les différentes facettes de notre histoire nationale, comme les journalistes le font déjà.

Ma foi, je trouve qu'il a raison, en autant qu'on veuille bien admettre que les journalistes ne prennent la place de personne, qu'ils ne sont pas des Antéchrists et que leur travail de vulgarisateur est complémentaire de celui de l'historien, pas contradictoire avec celui-ci. Souvent, d'ailleurs, le travail du journaliste en est un de défricheur ou de devancier dans un domaine où les historiens se sont jusqu'ici peu ou pas aventurés.

J'en prends mon cas personnel. Mon père s'est fait tuer au raid de Dieppe du 19 août 1942. À la veille du cinquantième anniversaire de l'événement, j'ai voulu expliquer à mes enfants pourquoi leur grand-père était allé se faire tuer si loin et, disons-le, si bêtement. Comme aucun ouvrage ne me satisfaisait complètement et que, de plus, j'avais en main sa correspondance de guerre qui expliquait son engagement, j'ai rédigé *Dieppe n'aurait pas dû avoir lieu*, qui a paru à la veille de la commémoration.

C'était un ouvrage de journaliste, un grand reportage en somme. Tant mieux si j'ai réussi à faire connaître des faits et événements oubliés. J'avais en effet cru nécessaire de sortir de l'anonymat dans lequel l'histoire les a confinés quelques-uns des héros méconnus de chez nous.

Or, deux ans plus tard, dans un colloque de quatre jours tenu sous les auspices de l'Association québécoise d'histoire politique, en collaboration avec le Service historique de la Défense nationale, les historiens professionnels faisaient leur ma culpa: ils ont peu ou pas écrit sur la guerre et surtout sur le rôle des Canadiens français dans celle-ci.

Béatrice Richard, qui rédigeait alors un doctorat à l'Université du Québec à Montréal, avait même déclaré dans une communication présentée à ce colloque: «Face à tout ceci la question que nous posons à la suivante: allons-nous encore oublier longtemps?»

J'ai décidé alors de répondre non. Et en l'absence d'une histoire militaire du Canada français, que personne n'a encore rédigée, je suis allé fouiller dans les archives de mon journal et je me suis aperçu que de l'été 1939 à la fin de la guerre de 1939-45 et même au-delà jusqu'au retour du dernier soldat du

front, *La Presse* avait, malgré la censure, suivi les exploits de nos soldats au jour le jour. Qu'elle avait publié maints comptes-rendus de ses journalistes ou de correspondants de guerre et parlé des exploits de centaines des nôtres. On ne pouvait pas dire qu'on ne connaissait pas nos héros: leurs noms étaient là.

En faisant la synthèse de tout cela, en regroupant toutes ces informations éparses, il y avait de quoi amorcer la rédaction d'une histoire de la participation des Canadiens français à la Deuxième guerre mondiale. Je me suis donc lancé dans la rédaction d'une trilogie, baptisée *Les Héros oubliés*, l'amorce, j'ose l'espérer, d'une véritable histoire de la participation des Canadiens français à la Deuxième guerre mondiale.

Cet ouvrage, en trois volumes, terminé, je me lance dans un projet semblable sur nos «Poilus» de la Première Guerre. Et j'ai trouvé la documentation nécessaire pour rédiger à tout le moins un long article sur les militaires canadiens-français qui participèrent à la guerre des Boers et qui, si l'on fait exception de ceux qui participèrent à la lutte des Zouaves pour la défense du pape à la fin du XIX^e siècle, furent les premiers soldats professionnels de chez nous à participer à une guerre à l'étranger.

Qu'on se le dise, je ne suis pas historien, mais journaliste. Mes ouvrages ne sont pas constitués à partir de documents plus ou moins officiels mais en majeure partie à partir des comptes-rendus de journaux. Ainsi que, quelques fois, de témoignages, de lettres, de documents que j'ai pu consulter ou qu'on m'a fait parvenir, suite à mes nombreux reportages sur l'histoire militaire dans mon journal et de rencontres avec des vétérans canadiens-français.

Mais que les puristes se rassurent. Aucun historien ne s'est encore donné la peine de rédiger une histoire de la participation des militaires canadiens-français ou de débroussailler ce matériel. Je n'ai donc pris la place de personne.

Bien sûr, il est évident qu'à cause de la censure du temps de guerre, on n'a pas tout dit. Mais personne n'a mis en doute que ce qu'on autorisait à publier sur les exploits des nôtres n'est pas exact. Incomplet sans doute, mais exact en ce qui concerne l'héroïsme des nôtres.

Comme je l'ai écrit en avant-propos du dernier tome de ma trilogie, il s'agit d'une œuvre d'un «journaliste». Construite comme un vaste «reportage». Mon souhait le plus sincère serait, maintenant que le terrain est déblayé, que de véritables historiens continuent le travail, fouillent tous les différents aspects et nous arrivent enfin avec une histoire complète de la participation des canadiens français à la Deuxième Guerre mondiale.

Puis à la Première. Puis à la Guerre des Boers. En fait, rédigent un jour une histoire militaire complète du Canada français. N'en déplaise à Granatstein, si nous formons une «société distincte», nous avons par conséquent, une «histoire distincte», autant dans le champ militaire qu'ailleurs.

Quant à moi, je crois avoir fait plus que mon petit bout de chemin pour prouver aux générations actuelles et futures que, oui, les Canadiens français étaient bien là dans cette croisade pour vaincre le fascisme et le nazisme et faire triompher la liberté. Et faire en sorte que l'on évite le plus possible que tous ces héros ne soient oubliés!

Ce travail que j'ai fait en histoire militaire, d'autres l'ont fait ou sont en train de le faire en histoire des travailleurs, en histoire sociale, en histoire politique.

Ces journalistes qui se penchent sur l'histoire n'ont pas l'impression de prendre la place de qui que ce soit.

Comme l'écrivait dernièrement Jacques Keable, dans le livre à caractère biographique qu'il consacre au syndicaliste Marcel Pepin après l'avoir longuement interviewé, (*Le monde selon Marcel Pepin*, Lanctôt Éditeur): «les historiens laissent aux journalistes le soin d'écrire l'histoire au quotidien: face à l'actualité, la nécessaire distance historique n'existe pas et les historiens ne feraient donc pas mieux que les journalistes».

Mais un journaliste peut faire raconter à un personnage vivant son histoire, en lui donnant la parole, en le laissant expliquer, librement, ce qu'il a été et voulu être, ce qu'il a vécu, ce qu'il pense.

«C'est là un travail de journaliste... ou de mineur à l'affût d'un minerai de qualité: avec un peu de chance, on finit par dénicher le matériau précieux, unique, riche, que quelque biographe ou historien, un jour, pénétrera avec d'autres matériaux, pour en tirer une forme plus susceptible d'échapper au temps et d'être soustraite aux sympathies ou antipathies personnelles, aux divers intérêts immédiats», affirme Keable, qui là-dessus pense comme moi et la plupart de ses confrères journalistes.

Pour tout dire, je ne vois absolument pas ce que Granatstein ou quelque historien puisse avoir à y redire.

À moins bien sûr que ce qu'on déplore, c'est le fait que de nombreux journalistes font leur boulot et défrichent, mais que trop peu d'historiens prennent la suite...